

UNITED NATIONS
*United Nations Organization Mission
In the Democratic Republic of Congo*



NATIONS UNIES
*Mission de l'Organisation des Nations
Unies en République Démocratique du
Congo*

MONUC Bulletin



N° 069 du 21 février 2003

**BULLETIN D'INFORMATION
DE LA MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**



SOMMAIRE

- Activités du Représentant spécial : Namanga Ngongi à Kindu
- Behrooz Sadry nouveau Représentant spécial adjoint
- DRRR :
 - Des ex-combattants rwandais satisfaits de leur réintégration dans la vie civile (*Reportage*)
 - Nord-Kivu : Une opération au fond de la jungle
- QUIPS : Les personnes vivant avec handicap attendent la deuxième tranche du don de la MONUC
- Echos des secteurs :
 - Kisangani : Assistance électorale : une mission « exploratoire »
 - Mbandaka : La MONUC obtient la libération de trois soldats FAC arrêtés par le MLC
 - Bandundu: Coup de cœur en faveur des sinistrés de Yumbi
- Droits de l'Homme : La MONUC organise un séminaire à Kinshasa
- Jeunesse : La MONUC au forum « jeunesse et actions »
- Football : Difficile victoire de la MONUC face aux Tunisiens

Namanga Ngongi à Kindu

Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC, Namanga Ngongi, était jeudi 20 février à Kindu pour une visite de travail de 24 heures. L'objet de cette visite était de voir les progrès accomplis dans l'implantation de la MONUC et les préparatifs en cours pour accueillir les contingents sud-africain et chinois, d'évaluer la situation humanitaire dans la province du Maniema en général et dans la ville de Kindu en particulier et de s'enquérir de la situation des Maï-Maï qui sortent de la forêt depuis un certain temps pour s'installer en ville. M. Ngongi était accompagné de MM. Herbert M'Cleod et Félix Bamezon, respectivement Représentant résident du PNUD et Coordonnateur humanitaire pour la RDC, et Représentant du PAM.

La visite a commencé par une rencontre avec les chefs des différentes sections de la MONUC qui ont fait le point de la situation générale de la Mission à Kindu, puis s'en est suivi un tour des nouveaux locaux qui abritent la MONUC. Ce fut ensuite une rencontre avec le Gouverneur de la ville, Falay Selenge et le Commandant de la 8^e brigade du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) stationnée à Kindu. Le Gouverneur a saisi l'occasion pour faire part d'un certain nombre de projets pour lesquels il souhaiterait une implication financière des Nations Unies, notamment dans la réparation des routes, la distribution d'eau potable, etc.

Le Chef de la MONUC a, pour sa part, décrié les mauvais traitements et le harcèlement dont sont victimes les journalistes de *Radio Okapi*. « *C'est une situation qui n'honore pas le Mouvement que vous représentez* », a-t-il dit avant d'encourager ses interlocuteurs à trouver les moyens constructifs pour traiter les différends qui peuvent surgir : « *Cette radio fait partie intégrante des Nations Unies et, comme telle, ne peut qu'être impartiale. La radio ne peut en aucun cas prendre partie pour tel ou tel camp* ».

Puis pendant que le Représentant résident du PNUD et le Représentant du PAM discutaient séparément avec les opérateurs humanitaires de la situation dans la province et de la prise en charge des Maï-Maï récemment revenus en ville, Namanga Ngongi s'est rendu à Basoko pour inaugurer l'usine de traitement et de mise en bouteille d'eau. L'usine a une capacité de production de 1000 bouteilles d'eau de 1,5 litre par heure. Ces bouteilles plastiques sont fabriquées sur place. Toute l'opération est sous le contrôle du BMES, la section chargée de la construction et du génie civil.

M. Ngongi a clôturé son séjour à Kindu par une visite de l'emplacement du futur hôpital chinois.

Madnodje Mounoubai

Behrooz Sadry Représentant spécial adjoint

Le Secrétaire Général de l'ONU vient de nommer un nouveau Représentant spécial adjoint pour la RDC. M. Behrooz Sadry, de nationalité iranienne, a pris fonction le 18 février 2003 à Kinshasa.

Né le 11 février 1936 à Téhéran, M. Sadry est entré dans le système onusien en 1957 après ses études supérieures en France. Il vient de la Mission de l'ONU en Sierra Leone (UNAMSIL) où il a également occupé le poste de Représentant spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour ce pays pendant près de trois ans.



Le Représentant spécial adjoint, Behrooz Sadry pour gérer les opérations et coordonner les activités de la MONUC (Photo Serge A. Kasanga)

Le nouveau Représentant spécial adjoint apporte à la MONUC ses 40 ans d'expérience passés au sein des Nations Unies, notamment dans les missions d'opération de maintien de la paix. Il a occupé les mêmes fonctions de mars 1992 à octobre 1993 au Cambodge, de janvier à décembre 1994 au Mozambique, de novembre 1997 à juillet 1998 en Angola. Il a pris part à la mission de l'ONU en ex-Yougoslavie en tant que Secrétaire Général adjoint chargé du Management et de la Coordination d'août 1995 à juillet 1996.

M. Sadry n'en est pas à son premier séjour en République Démocratique du Congo. Il a fait partie de la première mission de l'ONU dans ce pays entre 1960 et 1962.

Mathy Mupapa

DDRRR : Des ex-combattants rwandais satisfaits de leur réintégration dans la vie civile (Reportage)

Sur les 12 provinces que compte le Rwanda, Gisenyi et Ruhengeri constituent les deux principales d'où sont originaires la plupart des ex-combattants se trouvant en République Démocratique du Congo. Il n'est donc pas étonnant d'y trouver les trois centres de solidarité (*Ingando* en kinyarwanda, la langue nationale) du pays : Mutobo, Nkumba et Mudende. Mutobo et Nkumba sont situées dans Ruhengeri, Mudende dans Gisenyi.

Pour obtenir le statut d'ancien combattant, il faut passer par un de ces *Ingando*. Gérés par la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration, ces trois *Ingando* reçoivent des catégories distinctes de combattants rwandais ayant déposé les armes.

Mudende accueille les éléments de l'armée gouvernementale qui doivent être recyclés dans la vie civile suite aux mesures de réduction des effectifs militaires décidées par le gouvernement. L'Armée Patriotique Rwandaise (APR) est dorénavant appelée *Rwandan Defense Forces* ou *RDF* en abrégé.

Mutobo constitue le centre au sein duquel doivent séjourner (durant deux mois en moyenne) tous les anciens membres des groupes armés qui opéraient à partir du territoire de la RDC – ex-FAR et Interahamwe principalement - et qui ont finalement accepté d'être rapatriés, souvent grâce à la MONUC. Ils y sont logés, nourris, hébergés et formés en vue de leur adaptation aux nouvelles conditions de vie au Rwanda.

A Nkumba, ces deux catégories distinctes, hier ennemies et aujourd'hui partenaires, étaient accueillies ensemble mais ce centre est désormais reconverti en lieu de réhabilitation des prisonniers récemment libérés.

Germain Kanefu, chargé du programme de la Commission Rwandaise de Démobilisation et de Réintégration pour la province de Gisenyi, explique la stratégie de réconciliation par l'entreprise commune : « *Nous conseillons aux ex-FAR, à l'issue de leur séjour à Mutobo, de s'associer aux anciens combattants des RDF pour créer ensemble des projets économiquement viables. Et cela marche dans plusieurs domaines – agriculture, élevage et commerce par exemple - comme vous le constaterez sur le terrain ! Mais le seul fait qu'ils se mettent ensemble est déjà un atout majeur* ».

Au vu des multiples micro projets opérationnels déjà montés dans ces provinces pilotes par les associations de démobilisés rwandais qui, il n'y a pas si longtemps encore, s'affrontaient sur le sol congolais...une conclusion s'impose : les *Ingando* sont en voie de devenir des usines à fabriquer les futurs exemples de réussite – *success stories* – de l'intégration par le DDRRR au Rwanda. Ainsi, dans la province de Kibuye, Jackson, le président de *Twisungane*, une association d'entraide des démobilisés – dans laquelle coopèrent ex-FAR et ex-APR – indique comment « *au-delà de la co-gestion d'un bar-restaurant et d'un moulin, la rupture des barrières tribales et idéologiques constitue la réalisation dont Twisungane est la plus fière* » avant d'ajouter – les yeux brillants d'émotion – « *enfin, nous avons compris que nous sommes des frères et que notre cohésion peut servir d'exemple au reste de la population* ».



Photo: Yasmina Bouziane/MONUC

Des ex-combattants rwandais devenus des forgerons

Dans le secteur de Muhoza (Ruhengeri), deux ex-combattants qui opéraient dans les territoires de Masisi, Walikale et Lubero - en RDC - sous le commandement de l'ALIR (Armée de Libération du Rwanda) se sont désormais transformés en commerçants : « *Nous parvenons à faire vivre nos petites familles avec le fruit de cette entreprise mais nous souhaitons augmenter notre stock et varier les produits offerts pour réaliser un chiffre d'affaires plus important* ».

Près de la mairie de Gitarama, dans le centre du « pays des mille collines », une association d'ex-combattants de l'ALIR s'est constituée juste à l'issue du séjour de ses membres dans un *Ingando*. Ils fabriquent des produits métalliques tels que des arrosoirs, des seaux et des casseroles. Face à la demande croissante, ils souhaitent recruter d'autres ex-combattants. D'où leur idée de demander l'appui de la MONUC pour aller convaincre leurs camarades restés en RDC « *en faisant appel à leur sens patriotique et à la nécessité de ne plus céder aux sirènes et tromperies des politiciens* ». Enthousiastes, ils proposent d'aider la MONUC à sensibiliser leurs camarades en RDC.

Devant un tel enthousiasme, reviennent en écho les propos de Germain Kanefu, chargé de programme de Gisenyi qui nous avait confié : « *Nous demandons aussi aux ex-combattants sortis de Mutobo de participer à la sensibilisation de leurs camarades restés au Congo pour que ceux-ci aussi soient*



Photo: Yasmina Bouziane/MONUC

Des micro-projets montés dans les Ingando pour aider les ex-combattants à réintégrer la vie civile

Nous lui indiquons que c'est ce que *Radio Okapi* fait avec le programme en kinyarwanda intitulé « Gutahuka ». Sa réponse fuse nette : « *Okapi est dans les villes seulement alors que les groupes armés sont dans la brousse !* ». Même son de cloche chez l'ancien chargé des relations avec la presse au sein des FDLR, l'ex-Major Jean-Bernard Nsengiyumva. Il est plus précis dans ses conseils en stratégie de communication : « *Il faut concentrer vos efforts de sensibilisation dans la brousse des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Nous pensons qu'il est indispensable de nous associer pour transmettre le vrai message car ce que nous leur disions avant de rentrer au Rwanda ne correspond pas à la réalité* ».

Jean-Claude Mapendano déborde également de satisfaction : « *Je viens de passer trois semaines à Mutobo. C'est un endroit bien et depuis que nous sommes ici nous sommes bien traités. J'ai trouvé ici le contraire de ce que j'imaginai. Je lance un appel à mes frères et à tous ceux qui sont restés dans la brousse au Congo pour leur dire que ce qu'on entend sur radio-trottoir là-bas n'est pas vrai. Ce que j'ai découvert ici est très différent de ce qu'on nous racontait.* »

Quant à Jean de Dieu, il a un appel particulier à lancer : « *Nous pouvons aider la MONUC à trouver d'autres camarades et leurs familles dans d'autres endroits tels que Kabongo, Ngwena et Ochalo, où il y a beaucoup de gens prêts à rentrer et qui n'ont pas besoin de sensibilisation pour le faire* ». A peine a-t-il terminé sa phrase que Isidore Hategikimina lui emboîte le pas : « *Nous avons laissé nos familles au niveau du camp de réfugiés de Lusuku, géré par le HCR en République Démocratique du Congo.*

Cela fait plus de deux mois que nous attendons que nos familles nous rejoignent ici à Mutobo afin que nous puissions rentrer dans nos villages respectifs ».

Mamadou Bah

(avec la collaboration de Jean-Luc Mutokambali)

Nord-Kivu : une opération DDRRR au fond de la jungle

Convaincre les combattants rwandais de participer au programme désarmement démobilisation rapatriement et réinstallation (DRRR) volontaire est une tâche délicate. Dans le contexte politico-militaire agité du Nord-Kivu, se rendre au fond de la jungle pour en discuter avec eux l'est encore plus. L'équipe DDRRR en poste dans le village de Muhanga depuis plusieurs semaines peut en témoigner : après avoir dû reconstruire quelques ponts pour se rendre dans cette zone disputée par les Maï-Maï, le RCD-K/ML, le RCD/Goma et les combattants rwandais, elle s'affaire maintenant à forger des liens de confiance avec le leadership des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) pour préparer leur participation au programme DDRRR. Les discussions semblent sans fin et le processus avance lentement...Pourvu que la zone demeure stable au point de vue militaire. La MONUC reste optimiste ...

Le village de Muhanga est situé à environ 100 km au sud-ouest de Lubero. Sous le contrôle du Commandant Lafontaine des Maï-Maï, le village est aussi l'hôte de deux officiers de liaison FDLR qui, pour l'instant, servent d'intermédiaires entre la MONUC et un état-major de division installé à trois jours de marche au fond de la forêt. Ce contact a déjà donné des résultats encourageants : une délégation venue rencontrer la Représentante spéciale adjointe, Mme Lena Sundh, lors de sa visite à Muhanga à la fin janvier lui a assuré la collaboration des FDLR avec la MONUC. Apparemment soucieux d'être impliqués dans le désarmement, la démobilisation et le rapatriement volontaire de ses troupes, les FDLR ont promis à Mme Sundh de rédiger un plan de démobilisation et rapatriement de leurs éléments dans les plus brefs délais.



En attendant la remise du plan, l'équipe de la MONUC se prépare. Une « répétition générale » de l'extraction des combattants rwandais de Muhanga vers le centre de réception DDRRR de Lubero a déjà été organisée avec l'aide de centaines de villageois : certains, prenant leurs rôles à cœur, se gonflaient le ventre pour mieux jouer les femmes enceintes; d'autres, plus martiaux, jouaient les 'kadogos' (enfants soldats en swahili) armés de bâtons de bois. Pendant ce temps, les hommes jouaient de la machette pour dégager une aire de rassemblement et même un hélicoptère d'où seront évacués les plus vulnérables.

Répétition générale : les « comédiens » arrivent au village (Photo Sébastien Lapierre/MONUC)

Bien que l'opération DDRRR de Muhanga demeure à un stade préliminaire, les populations bénéficient déjà de la présence de la MONUC car elle a facilité le retour de l'ONG « Agro Action Allemande » (AAA) dans la région. AAA a ainsi pu redémarrer un projet « nourriture contre travail » qui ressuscitera les 40 km de route menant à Bingi et reliant les populations de Muhanga au marché de Lubero.

Conscients de la tâche délicate devant eux, les agents de la MONUC se montrent patients dans leurs discussions avec les Rwandais. Un peu de psychologie suffit pour comprendre que la décision de rentrer au bercail après avoir guerroyé pendant 9 ans au Congo ne se prend pas du jour au lendemain, surtout lorsqu'elle implique des milliers de personnes, beaucoup d'incertitudes face à la destination et, pour plusieurs sûrement, de possibles accusations de crimes contre l'humanité...



Un camion de la MONUC s'enfoncé dans la jungle pour amener des tonnes de nourritures, le « salaire » des travailleurs de la route (Photo Sébastien Lapierre/MONUC)



Le Lieutenant-colonel Walker inspectant les travaux de réfection d'un pont en compagnie de Kakule, Chef de Muhanga (Photo Sébastien Lapierre/MONUC)

Par contre, l'équipe DDRRR a plusieurs arguments en main : l'impératif de participer à la réconciliation nationale au Rwanda et, surtout, aux élections de juin 2003 figure au premier plan. Il faut saisir cette opportunité de participer à un retour volontaire organisé et supervisé par la communauté internationale...

Peu à peu, la confiance s'installe et les langues se délient. A force de bavarder avec Kakule, le chef du village, les Rwandais ou les Maï-Maï, on commence à se connaître. En continuant sur cette voie, la MONUC garde l'espoir de bientôt ramener tout le monde à la maison en toute dignité et sécurité.

Sébastien Lapierre

Les personnes vivant avec handicap attendent la deuxième tranche du don de la MONUC

Sur l'avenue de la paix, dans la commune de la Gombe, un homme est assis à une table sur laquelle sont exposés une glacière contenant de la boisson sucrée fraîche, des biscuits, des boîtes de conserve, des bonbons, et autres articles. Il s'agit de César qui, il y a quelques mois, avait reçu de la MONUC des produits alimentaires d'une valeur 225 dollars américains. C'était un don reçu dans le cadre des Projets à Impact Rapide (QUIPS) dont il a bénéficié en même temps que 45 de ses camarades à l'issue de 8 jours de formation en gestion, couture et vie associative. Tous font partie de l'Association des personnes vivant avec handicap et sans logis de SONAS.

César est heureux de raconter son expérience au bout de cinq mois : « *Je mendiais avant dans les rues de Kinshasa. Aujourd'hui, grâce à la MONUC, je suis à même de nourrir ma famille, de payer les frais scolaires de mes enfants* ». En effet, grâce aux fonds récoltés après la vente des produits alimentaires fournis par la MONUC, César a investi une partie de la somme dans le commerce de pagnes que sa femme écoule, plutôt avec succès, à Kasangulu dans la province du Bas-Congo, pendant qu'il vend des produits alimentaires en ville. « *Regardez-moi aujourd'hui, je suis en bonne santé !* », clame-t-il heureux.

Plus loin, à quelques mètres de là, Jolie, l'une des bénéficiaires de Quips, vend aussi ses articles. Veuve et mère de 4 enfants, son commerce l'aide à joindre les deux bouts. Mais elle dit connaître quelques difficultés. « *Mes bénéfices ne suffisent pas pour faire face à tous mes besoins, surtout pour payer régulièrement les frais de scolarité des enfants. Je souhaiterais gagner encore plus et j'espère avoir la deuxième tranche de la somme promise au départ* », nous confie-t-elle. Jolie fait ainsi allusion à la deuxième partie du fonds alloué aux personnes avec handicap de SONAS. En effet, elles avaient seulement reçu 50 % de l'équivalent de ce fonds. Elles ne pourront bénéficier du reste que lorsqu'ils auront présenté un rapport financier satisfaisant aux yeux de la MONUC et de l'ONG internationale CORDAID, agent d'exécution du projet.



*Jolie attend la deuxième tranche du don de la MONUC pour accroître ses bénéfices
(Photo Serge A. Kasanga/MONUC)*

Pour Jules, tout va pour le mieux. Comme César, il a deux points de vente. Dans sa parcelle de la commune de Lingwala, sa femme vend pour lui du riz, du sucre, de l'huile, du savon, etc. Lui-même écoule les mêmes produits en ville. Il ne se plaint pas. C'est avec sourire qu'il parle de son commerce florissant et remercie la MONUC pour son aide. « *En ville, mon commerce marche. Les services de l'hôtel de ville passent régulièrement prélever les taxes. Je paye sans broncher. Il le faut pour la reconstruction du pays !* »

Dans le même enclos, Lisasi est à la tête d'un atelier de couture comprenant trois tailleurs. Chacun a sa machine et sa table de travail obtenues à l'issue de la formation organisée pour les handicapés de SONAS. Ils se partagent le peu de bénéfice récolté chaque jour mais prennent le soin de garder une partie pour l'achat du matériel tel les aiguilles, le fil, les doublures, etc. « *Nous avons envoyé beaucoup de vêtements cousus à Boende dans la province de l'Equateur, car là-bas, se vêtir est un sérieux problème. Cela fait un mois que le bateau est parti avec nos articles. Nous attendons qu'il revienne avec l'argent récolté grâce à la vente* », nous dit Lisasi. Il se plaint cependant de ne pas avoir un atelier qui donne sur la grande avenue : « *Nous sommes comme cachés ici. Il nous faut un local au vu et au su de tout le monde pour avoir davantage de clients. Peut-être qu'avec la deuxième tranche, on pourrait faire quelque chose...* ».

Cette deuxième tranche, Sylvain l'espère comme tous les autres. Et pourtant, il n'a pas pu fructifier ce qu'il a reçu de la MONUC. « *Cinq jours après la réception du don de la MONUC, ma femme est décédée de tuberculose due à la promiscuité à l'endroit où nous vivons. Elle m'a laissé deux enfants de 6 et 4 ans. J'ai dû écouler les articles reçus pour pouvoir l'enterrer. Si je n'avais pas cet argent, son*



*Lisasi et son équipe espèrent voir leurs activités prospérer davantage
(Photo Serge A. Kasanga/MONUC)*

corps se serait décomposé. Mais aujourd'hui, je n'ai plus rien ». Sylvain sait que l'obtention de la deuxième tranche est conditionnée par le succès des activités commerciales et de la présentation d'un bon rapport financier. Mais il demande une dérogation pour avoir une seconde chance afin de pouvoir élever ses deux enfants. La MONUC et CORDAID sont en train d'examiner la situation en vue de prendre une décision concernant ce cas particulier.

Le Chargé des Projets à Impact Rapide de la MONUC, Cyriaque Sobtafo s'est réjoui de voir évoluer la plupart des bénéficiaires du don de la MONUC. « *Avec peu de choses, on peut aider quelqu'un à quitter la mendicité et à avoir une activité lucrative qui lui permette de s'en sortir », a-t-il indiqué. Il a lancé un appel aux autres partenaires de la MONUC à poursuivre l'opération d'aide aux personnes vivant avec handicap à travers le pays.*

Mathy Mupapa

Assistance électorale : une mission « exploratoire » à Kisangani

« En Namibie, nous avons commencé la planification des élections huit ans avant leur tenue », a déclaré Driss Nourreddine, expert en élections de la Division d'assistance électorale des Nations Unies, le 17 février 2003, devant une partie du personnel MONUC de Kisangani. « Ce n'est qu'une mission technique, et pas encore une réponse à la requête officielle du Président Kabila. Nous ne sommes là aujourd'hui que pour déterminer les paramètres selon lesquels les Nations Unies, après accord du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale, pourront assister le Congo dans la préparation d'élections ».

Education civique, recensement, fichier électoral, cadre juridique : ces élections, qui ne pourront avoir lieu qu'après la mise en place du Gouvernement de transition, après ratification dans le cadre du Dialogue Intercongolais, seront sans aucun doute une lourde tâche. Les Congolais ont en effet opté pour un recensement général (plutôt qu'un recensement électoral) et le dernier date de 1984.

C'est dans les années 60, dans un contexte de décolonisation, que les Nations Unies ont commencé à jouer un rôle important en matière d'élections, à l'époque des consultations populaires pour ou contre l'autodétermination. L'ONU a ensuite mené le vote constitutionnel de la Namibie en 1989, puis supervisé les élections du Nicaragua indépendant. En 1996, la Division d'assistance électorale s'était déjà rendue au Zaïre, lorsque le Parlement de Transition devait procéder à des élections.



Driss Nourreddine (à droite), avec à ses côtés Vadim Perfiliev le Directeur régional de la MONUC pour l'est de la RDC (Photo Christophe Boulierac/MONUC)

« Nous devons déjà résoudre à l'époque les problèmes des personnes exclues de leurs droits civiques, à l'est du pays. »

Quelles que soient les modalités de la participation des Nations Unies dans ce processus, « c'est en tout cas aux Congolais de faire leurs propres élections », souligne M. Nourreddine, qui reviendra en avril prochain, rencontrer les composantes de la société congolaise.

Christophe Boulierac

La MONUC obtient la libération de trois soldats FAC arrêtés par le MLC

Trois soldats des Forces Armées Congolaises, arrêtés depuis le 3 janvier 2003 par les autorités du Mouvement de Libération du Congo (MLC), ont été remis le 15 février 2003 aux responsables des FAC de la ville de Mbandaka par le Commandant de secteur de la MONUC/Mbandaka, le colonel Robert Winful. L'arrestation des trois militaires avait eu lieu au moment où ils erraient au-delà de la ligne de front qui sépare les forces du MLC de Jean Pierre Bemba et celles des FAC. La localité de Kombo, à quelques kilomètres de Bolomba, est la zone de démarcation des deux belligérants. La MONUC a dépêché tout de suite un avion spécial après avoir reçu l'aval du Chef du MLC pour la libération des trois prisonniers.

Kinga Mau, Esono Punga et Mause Mbele sont arrivés à Mbandaka après avoir passé un mois et 12 jours dans la prison du MLC à Basankusu. D'après Kinga le chef d'équipe des trois soldats, ils étaient à la recherche de la nourriture quand ils ont été surpris par le MLC. Le lendemain de leur arrestation, le commandant de la 5^e région militaire des FAC, le Général Nabilolu, a réclamé la libération sans condition de ces éléments, sans succès. Pour le mouvement de Jean-Pierre Bemba, ces soldats étaient des espions en quête d'informations stratégiques. La MONUC/ Mbandaka a donc été saisie. Au bout de 42 jours de discussions, le commandant Winful et son équipe d'observateurs ont pu convaincre le Chef du MLC pour qu'il relâche les trois éléments.



Les trois soldats libérés, dans les locaux de la MONUC, avant leur remise aux FAC (Photo Alex Essome/MONUC)

Les trois soldats détenus ont affirmé n'avoir pas reçu de traitements inhumains. Ils ont cependant eu à marcher sur 280 km de Bolomba à Basankusu avant leur détention.

Alex E ssome

Coup de cœur en faveur des populations sinistrées de Yumbi

Si les populations dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) sont souvent en proie à des crises humanitaires liées au jeu des acteurs politiques, celles dans les zones sous le contrôle du Gouvernement congolais sont parfois victimes des aléas climatiques en RDC. En effet, la ville de Yumbi située à environ 300 km au nord de Kinshasa, près du fleuve Congo, dans le territoire de Bolobo, a reçu la visite inattendue, voire indésirable d'un cyclone qui a ravagé la ville dans la nuit du 2 au 3 février 2003. Pour les besoins de la cause, il est de bon ton de faire remarquer que la ville de Yumbi ne porte aucune trace du conflit qui affecte les populations congolaises depuis plus de trois ans.



*La barge humanitaire pour voler au secours des populations sinistrées
(Photo Jean-Bosco Mofiling/OCHA)*

A l'annonce du désastre naturel, une mission préliminaire composée des agents du programme national de Santé Rurale (SANRU) et d'un représentant d'USAID-OFDA s'est rendue sur les lieux pour recueillir des informations et, dans le même temps, évaluer l'ampleur de la situation. Cette mission a été suivie par une réunion du Comité National de Crise, présidée par le Ministre congolais de la Santé, à laquelle la Section des Affaires Humanitaires de la MONUC a été conviée. A l'issue de la réunion, le comité a décidé d'entreprendre une mission conjointe dans la région affectée sous l'autorité du Ministre de la Santé et la coordination d'OCHA. La mission était composée de représentants des agences des Nations Unies et des ONG, notamment l'UNICEF, le PAM, la FAO, MEMISA, OXFAM et le CICR.

La mission a confirmé les informations selon lesquelles 17 personnes avaient été tuées lors de la catastrophe, et 300 autres ont été blessées. En plus, 1.664 maisons avaient été détruites, faisant environ 9.400 personnes sans abri, dont la plupart se sont regroupées auprès de familles d'accueil. Seize personnes étaient hospitalisées, dont 10 dans un état grave mais stable. Le caractère inattendu de la catastrophe a été confirmé par le Département des Catastrophes Naturelles du Bureau d'OCHA à Genève, qui a fait remarquer la rareté des tornades ou des cyclones surviennent à proximité de l'Equateur.

Mobilisation des secours d'urgence

Dans les premiers jours qui ont suivi cet événement malheureux, le gouvernement central de Kinshasa, avec l'appui de certaines agences des Nations Unies et des ONG, à savoir le FNUAP, le CICR, MEMISA et MSF, a acheminé une aide d'urgence dans la région. Cette première intervention comprenait, entre autres, 252 bâches, quatre cartons de kits médicaux, y compris du matériel de suture ainsi que plusieurs tonnes de vivres et autres articles. L'action la plus remarquée fut celle menée par OCHA à travers la mobilisation d'aide puis l'envoi d'une barge humanitaire dans la région, le 18 février. Le programme de Santé Rurale (SANRU), l'UNICEF et le PAM ont été les plus gros contributeurs de cette opération savamment organisée et coordonnée par le Bureau d'OCHA à Kinshasa.

La barge a transporté, entre autres, 13,1 tonnes de kits d'urgence, 850 kits scolaires, 850 kg de bâches, 36 tonnes de vivres, etc. En prélude à cette opération, le Gouvernement congolais avait dépêché une équipe de deux chirurgiens sur les lieux ainsi que deux infirmières avec 800 kg de matériel médical d'urgence et du matériel de reconstruction.

Patrice Bogna

La Section Droits de l'homme de la MONUC organise un séminaire à Kinshasa

La situation des droits de l'homme est préoccupante en République Démocratique du Congo. C'est la conclusion des 33 participants au séminaire organisé du 6 au 8 février 2003 par la Section des Droits de l'Homme de la MONUC. Venus de tous les coins de la RDC, ces délégués ont fait un diagnostic de la situation des droits de l'homme dans tous les secteurs de la vie nationale. Le constat est resté le même à savoir que le gouvernement, comme les mouvements rebelles, violent systématiquement les droits de l'homme. Pour faire pression sur les responsables de ces violations, les participants ont encouragé la création d'un tribunal pénal international pour la RDC.

Au cours de la rencontre, les participants ont eu droit à plusieurs exposés notamment sur la situation des droits de l'homme dans les provinces de la RDC, la présentation synthétique des principales violations des droits humains et du droit international humanitaire, le renforcement des capacités des ONG congolaises de défense des droits humains, etc.

Fabrice Badibanga

La MONUC au forum « Jeunesse et actions »

Invitée par le Conseil national de la Jeunesse de la République Démocratique du Congo, la Mission de l'Organisation des Nations Unies a participé récemment au forum « Jeunesse et actions » au stade des Martyrs de Kinshasa. Organisé par le ministère congolais de la Jeunesse et des Sports, cette rencontre avait pour objectif de « *renforcer les capacités locales de la jeunesse, avec en toile de fond, la volonté affichée par le ministre de tutelle d'apprendre aux jeunes Congolais à se prendre en charge en cette période de crise que traverse la RDC* ». Plus de 300 associations et ONG ont répondu présentes à ce rendez-vous. Chacune a pu disposer d'un stand pour l'exposition de ses produits ou autres documentations en rapport avec les activités de son domaine.

Pour la MONUC, l'occasion était bien indiquée pour se faire connaître davantage auprès d'une couche importante de la population considérée à juste titre comme l'avenir de toute nation. Voilà qui justifie la mobilisation observée au sein de la mission, au lendemain de cette invitation, afin de saisir l'opportunité pour mieux informer les Congolais en général, et les jeunes en particulier, sur le mandat et le travail de la MONUC.

Ainsi, les Sections Protection de l'Enfant, Information Publique, Genre et Militaire ont été mises à contribution pour occuper et animer l'espace réservé à la MONUC. Et pour la circonstance, la documentation comprenant notamment des posters géants ponctués des messages de paix rédigés en français et dans les quatre langues nationales, des dépliants en rapport avec le mandat de la MONUC, la déclaration universelle des Droits de l'Homme, le site Internet de la Mission (<http://www.monuc.org>), la Convention relative aux droits de l'enfant, des bandes dessinées sur les mésaventures d'un enfant soldat, la résolution 1460, etc. Bref, tout était disponible pour les visiteurs au stand de la MONUC, ce qui justifie d'ailleurs l'affluence observée. Le personnel affecté au stade des Martyrs avait fort à faire à telle enseigne qu'il était obligé de travailler d'arrache-pied afin de satisfaire chaque visiteur.



*L'équipe de la MONUC en plein dans distribution des documents
(Photo Serge A. Kasanga/MONUC)*

S'il est vrai que la MONUC a laissé une forte impression dans l'opinion à l'issue du forum la participation onusienne aura suscité un autre débat du reste soutenu par bien des visiteurs. Bon nombre d'entre eux ont critiqué la méthode du travail retenue pour la circonstance afin de faire le marketing ou de défendre l'image de marque de la Mission. Selon certains visiteurs que nous avons interrogés, ce forum était une belle opportunité pour la MONUC de dialoguer avec la Jeunesse souvent victime de l'intoxication savamment montée contre la Mission. Elle aurait dû saisir cette occasion pour informer les Jeunes et surtout échanger avec eux à travers des conférences-débats, des ateliers de travail, des projections vidéo et des expositions photos sur les différentes activités de la MONUC, etc.

Fabrice Badibanga

Football : Difficile victoire de la MONUC face aux Tunisiens

L'équipe de football de la MONUC vole de victoire en victoire en battant ses trois derniers adversaires (6-0, 3-0, 2-1). La dernière victime de cette farouche équipe de la MONUC fut l'équipe de football du contingent tunisien dans le cadre d'un match amical qui s'est déroulé le 15 février 2003 au stade du Collège Boboto à Kinshasa.

La première partie fut âprement disputée avec très peu d'occasions de but de part et d'autre. Les militaires tunisiens ont fait montre d'une excellente condition physique, mettant souvent en déroute l'axe offensif de leurs adversaires. A la 32^{ème} minute, une belle combinaison de l'attaque tunisienne

suivie d'un tir tendu de l'avant-centre de cette équipe a donné une sueur froide au vigilant gardien de but de la MONUC. Les deux équipes ont regagné les vestiaires sur un score vierge à la fin de la première partie.

Cependant, l'entrée, à la deuxième mi-temps, du percutant ailier gauche de l'équipe de la MONUC, Danny Ngonzo, a donné une bouffée d'oxygène à cette équipe. La nouvelle dynamique insufflée aux actions menées par les joueurs de la MONUC a changé la physionomie du match. A la 18^{ème} minute de la seconde partie, Danny récupère une balle aérienne déviée de la tête par son avant-centre, Patrice Bogna, et prend le gardien de but tunisien à contre-pied. Ce fut le but de la libération qui va relancer le match. La machine offensive de l'équipe de la MONUC se met en marche à la suite de quelques remplacements. Manifestement sous le coup de la fatigue, les militaires tunisiens se font surprendre et encaissent un deuxième but à la 72^{ème} minute du match contre le cours du jeu.

Les Tunisiens ne baissent pourtant pas les bras et obtiennent un penalty contesté par l'équipe adverse à la suite d'un débordement de leur ailier gauche qui s'est fait subtiliser le ballon dans la surface de réparation. L'arbitre siffle une faute. Les échanges virulents qui s'en étaient suivis ont entraîné l'expulsion du milieu de terrain de l'équipe de la MONUC, Patrick Muanda. Le penalty est brillamment transformé par l'avant-centre de l'équipe tunisienne à la 84^{ème} minute de la seconde partie. Score final 2-1 en faveur de l'équipe de la MONUC.



*La photo de famille d'une partie de l'équipe de la MONUC
avec le footballeur camerounais, Roger Milla
(Photo Serge A. Kasanga/MONUC)*

Les résultats satisfaisants enregistrés par l'équipe de football de la MONUC découlent de plusieurs mois de travail ardent dans la discipline et la persévérance. La réception organisée le 18 février 2003 en présence des joueurs à l'occasion de la visite éclair à la MONUC de l'ancien footballeur international camerounais, Roger Milla, est une illustration du symbole que représente cette équipe. Il serait utile que

le comité des loisirs apporte un appui financier à l'équipe de football de la MONUC pour lui permettre de mieux s'organiser afin d'affronter les défis sportifs futurs dans un meilleur esprit.

Patrice Bogna

Contact MONUC BULLETIN: Mathy MUPAPA
Tel: 8927730 ou
001 212 963 0103 (ext: 6388)